

Christine Verschuur et Christine Catarino (dir.)

Genre, migrations et globalisation de la reproduction sociale

Graduate Institute Publications

Envois de fonds et développement : les mérites d'une approche pluraliste

Alessandro Monsutti

DOI : 10.4000/books.iheid.5962
Éditeur : Graduate Institute Publications, L'Harmattan
Lieu d'édition : Genève
Année d'édition : 2013
Date de mise en ligne : 8 mai 2018
Collection : Cahiers genre et développement
EAN électronique : 9782940503940



<http://books.openedition.org>

Ce document vous est offert par Geneva Graduate Institute



Référence électronique

MONSUTTI, Alessandro. *Envois de fonds et développement : les mérites d'une approche pluraliste* In : *Genre, migrations et globalisation de la reproduction sociale* [en ligne]. Genève : Graduate Institute Publications, 2013 (généré le 20 juillet 2022). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/iheid/5962>>. ISBN : 9782940503940. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.iheid.5962>.

Envois de fonds et développement : les mérites d'une approche pluraliste

..... Alessandro Monsutti*¹

151

Migrations et développement : l'optimisme en perspective

Bien qu'elle eût suscité dès l'après-guerre des débats passionnés, la question de la relation entre migrations et développement (*migration-development nexus* en anglais²) a acquis une visibilité importante depuis quelques années aux niveaux politique et académique. Elle est liée à l'intérêt croissant qui entoure les envois de fonds (*remittances*) des migrants comme instrument pour lutter contre la pauvreté et alimenter la croissance économique (Kapur 2004). Après les attentats du 11 septembre 2001, la discussion touche également des questions de sécurité internationale, incluant notamment le combat contre le terrorisme ou le blanchiment d'argent sale, ainsi que le rôle des diasporas dans les conflits et dans la construction de la paix.

Si les politiques sécuritaires ont été très présentes en Occident depuis une dizaine d'années, elles ont été accompagnées – non sans paradoxe – d'un optimisme parfois un peu béat sur la contribution économique, politique et sociale des migrants à leurs régions d'origine. Cette appréciation positive des effets des migrations sur le développement du Sud est nourrie par toutes sortes de recherches mandatées et s'est imposée dans les discours politiques. Elle prévaut aujourd'hui à la Banque mondiale³, à l'Organisation internationale

* Anthropologue, Institut de hautes études internationales et du développement, Genève, Suisse

¹ Cet article est une version abrégée et révisée de Monsutti (2008a).

² Voir le numéro spécial de *International Migration* traitant de la relation entre migrations et développement; en particulier les textes introductifs de Nyberg-Sørensen, Van Hear, Engberg-Pedersen (2002a; 2002b).

³ Voir Maimbo et Ratha (2005). Ce volume collectif reprend, entre autres, une étude très souvent citée: Ratha (2003). Pour l'Asie, Wescott et Brinkerhoff (2006).

pour les migrations⁴, mais aussi à la Direction du développement et de la coopération et dans d'autres agences nationales de développement⁵ qui mettent toutes la problématique des migrations au cœur de leur réflexion. Avec une frappante convergence de vue, ces institutions se proposent par leurs activités de réduire les risques que les flux migratoires occasionnent pour les personnes en mouvement comme pour les États, tout en soutenant les effets positifs des migrations internationales pour le développement des pays du Sud. Une situation *win-win* où les intérêts des migrants originaires du Sud et ceux des États du Nord coïncideraient semble être considérée comme possible dans ce discours institutionnel.

Tableau 1 : évolution des envois de fonds des migrants en comparaison avec l'aide publique au développement (2001-2010). En milliards de dollars

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Asie de l'Est et Pacifique	21,0	27,0	32,3	40,0	50,3	57,4	71,0	85,4	86,0	92,0
Europe et Asie centrale	8,7	8,8	9,1	12,7	19,7	24,9	38,7	45,0	36,1	36,0
Amérique latine et Antilles	24,4	28,1	36,8	43,3	49,8	58,8	62,9	64,4	56,6	57,2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	11,9	14,9	19,9	22,6	23,6	25,1	31,0	34,7	32,4	31,0
Asie du Sud	19,2	24,1	30,4	28,7	33,9	42,5	54,0	71,6	75,1	82,2
Afrique subsaharienne	4,8	5,2	6,2	8,3	9,6	12,8	18,7	21,7	20,2	21,1
Total transferts de fonds	90,1	108,2	134,6	155,6	187,0	221,6	276,4	322,9	306,3	319,6
Aide publique au développement	52,6	58,5	69,4	79,8	107,8	104,8	104,2	121,9	119,8	128,4

Source pour les transferts de fonds : Banque mondiale (2012).

Source pour l'APD : OCDE (2013).

⁴ Cette dernière participe très activement à ce mouvement. Parmi une foison de publications, mentionnons par exemple OIM (2006). Cet ouvrage est présenté comme une contribution à « l'effort global visant à définir des mesures permettant de maximiser les avantages potentiels de la migration pour le développement et d'en atténuer les effets négatifs ». Voir également Baruah (2006) et Gosh (2006).

⁵ Voir par exemple les sites internet des agences de développement étasunienne, britannique, allemande ou suisse : United States Agency for International Development (USAID), www.usaid.gov; Department for International Development (DFID), www.dfid.gov.uk/migration.asp; Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ), www.gtz.de/de/themen/wirtschaft-beschaeftigung/15634.htm; Direction du développement et de la coopération (DDC), www.deza.admin.ch/fr/Accueil/Themes/Migrations. Le DFID a plus particulièrement soutenu la création d'une plate-forme pour informer les migrants sur les meilleures possibilités de transférer de l'argent vers leur pays d'origine, www.sendmonehome.org.

Cette rhétorique s'appuie sur les énormes montants que les migrants envoient dans leurs pays d'origine. Largement supérieurs à l'aide publique au développement (APD)⁶, ils sont en outre censés avoir augmenté au cours de ces dernières années⁷.

Un regard rétrospectif : périodisation des théories

Le discours actuel sur l'apport positif des migrants au développement des pays du Sud n'a pas toujours été dominant. Il reflète probablement la prééminence du paradigme néolibéral et de l'économie néoclassique. Il dénote en tous les cas d'une certaine amnésie. Rappelons en effet que le débat en sciences sociales sur la relation entre migrations et développement se place dans une tradition qui remonte à l'après-guerre, lorsque le système des institutions internationales s'est mis en place. Il est donc nécessaire de jeter un regard rétrospectif sur les théories qui ont marqué ces soixante dernières années et traversé toutes les disciplines, de l'économie à l'anthropologie, des sciences politiques à la sociologie.

Comme le montre Hein de Haas, les débats théoriques ont connu un mouvement pendulaire⁸. Les opinions ont oscillé entre l'optimisme lié à la théorie de la modernisation dans les années 1950 et 1960 et le scepticisme inspiré par la théorie de la dépendance dans les années 1970 et même 1980. Ces deux postures ont des implications opposées pour la question du rôle des migrants, bien que celle-ci n'ait pas toujours été abordée de façon explicite dans la controverse autour du développement. Alors que les uns considéraient que les migrations internationales allaient contribuer à une allocation optimale des ressources et constituaient une étape nécessaire au développement du tiers-monde, les autres y voyaient le reflet de relations inégales que l'expansion du capitalisme ne faisait qu'accroître. Le tournant transnational, qui s'est amorcé au cours des années 1990 dans l'étude des migrations, a conduit à une vision nuancée de la relation entre lieux d'origine et pays d'accueil en soulignant que le migrant entretenait des liens multiples et pouvait être acteur à part entière de plusieurs sociétés à la fois. Certains développements de

⁶ Alors qu'ils ne se monteraient qu'à la moitié des transferts de fonds informels, les envois d'argent que les migrants effectuent par des canaux officiels ont pu représenter à eux seuls jusqu'au triple de l'aide publique au développement, voir GCIM (2005, 26 et 85).

⁷ Les envois effectués par les migrants par des canaux officiels ont ainsi plus que doublé entre 2001 et 2006. Il faut toutefois souligner que cette augmentation reflète également le contrôle accru que les États exercent sur les transferts de fonds après les attentats du 11 septembre 2001.

⁸ Voir en particulier un texte auquel la présentation qui suit doit beaucoup : de Haas (2007). Plus généralement sur les débats entre diverses écoles développementalistes, voir Rist (2007), en particulier les pages 153-200 pour les théories de la modernisation et de la dépendance.

l'économie des migrations ont montré par ailleurs que la décision de migrer était prise de façon conjointe par les migrants et les non migrants ; elle concerne donc l'ensemble de l'unité domestique qui tend par la dispersion géographique de ses membres à diversifier les sources de revenus et à gérer les risques. En parallèle, la dimension de genre des migrations internationales, qui avait longtemps été occultée par les chercheurs comme par les politiques, a acquis une visibilité accrue. Si la proportion de femmes parmi les migrants n'a pas augmenté de façon spectaculaire entre 1960 et aujourd'hui (Reysoo 2004, 21), la restructuration économique globale a abouti à une nouvelle division internationale du travail. Le poids économique des femmes à l'extérieur de la sphère domestique ainsi que leur rôle dans le développement des pays d'origine est aujourd'hui largement reconnu⁹. De très nombreuses femmes migrent de façon autonome, poursuivant un projet de vie personnel tout en restant parfois les principaux soutiens de leurs familles dans leur pays d'origine¹⁰.

Voici quelques repères chronologiques approximatifs :

- 1950-1960 : l'optimisme développementaliste lié à la théorie de la modernisation domine ; les migrations contribuent au développement des pays du tiers-monde.
- 1970-1980 : le scepticisme prôné par les adeptes de la théorie de la dépendance, puis par les théoriciens du système monde et les néo-marxistes prend le contrepied de la vision précédente ; les flux migratoires sont l'expression des rapports globaux de domination.
- 1990 : une période de doutes diffus s'installe en sciences sociales, en écho avec le mouvement postmoderne et la critique du « grand récit » des Lumières¹¹ ; cela s'accompagne de l'émergence de vues nuancées sur la relation entre migrations et développement liées à la Nouvelle économie des migrations pour le travail (*new economics of labour migration, NELM*), ainsi qu'au tournant transnational et à la prise en compte accrue de la dimension de genre dans l'étude des migrations.
- 2000 : une nouvelle vague d'optimisme portée par les institutions internationales et les agences de développement s'impose ; elle s'appuie sur la valorisation du rôle des migrants dans le développement des pays du Sud par les envois de fonds.

⁹ Voir par exemple Ehrenreich et Hochschild (2003) ou Pessar et Mahler (2003).

¹⁰ Ce cas de figure est particulièrement courant aux Philippines, où la proportion de femmes parmi les migrants se monte à 80 % (Verschuur 2004, 13) ; voir également Santo Tomas (2008).

¹¹ Selon la fameuse formulation de Lyotard (1979).

Les vertus et les vices des envois de fonds

Les discussions concernant les effets des envois de fonds dans la lutte contre la pauvreté et plus généralement leur apport pour l'économie et la société des pays d'origine cristallisent en grande partie les débats sur la relation entre migrations et développement. Beaucoup mieux que la théorie de la modernisation, pour laquelle les migrants jouent essentiellement un rôle moteur dans le développement de leurs régions d'origine après y être retournés, ou que la théorie de la dépendance, qui ne voit dans les migrations internationales que le signe de la décomposition des économies et des sociétés du Sud, l'approche transnationale et la nouvelle économie des migrations met en lumière les liens sociaux qui sous-tendent les très importants envois de fonds effectués par les migrants.

Comme nous l'avons vu (tableau 1), les montants impliqués sont extrêmement importants; ils sont en particulier nettement plus élevés que l'APD. Selon de nombreux chercheurs dont le discours est relayé par les institutions de développement, les envois de fonds constituent dès lors une stratégie de survie efficace et un moyen incontournable pour lutter contre la pauvreté. Ils sont aussi sensibles à la cohésion sociale que cette vaste circulation de biens reproduit¹². Cette valorisation des envois de fonds s'exprime de façon encore plus marquée lorsque les organisations internationales se penchent sur la contribution des femmes. Celle-ci est évaluée en dehors de tout contexte social et culturel précis, elle n'évite pas toujours le piège d'une essentialisation des femmes présentées comme généralement plus responsables que les hommes en raison d'un sens plus aigu des liens familiaux¹³. On pourrait croire que, dans cette rhétorique, la dévalorisation implicite de l'aide publique au développement – et donc du rôle de l'État – va de pair avec une méfiance envers les hommes.

Dans le cas des envois de fonds comme des femmes acteurs du développement, résistons toutefois à la tentation de l'angélisme. De nombreux auteurs

¹² Il existe une volumineuse littérature portant sur les envois de fonds des migrants, la réduction de la pauvreté et le développement, dont de nombreux rapports de la Banque mondiale, de l'Organisation internationale pour les migrations et de diverses agences nationales de coopération (comme le DFID britannique). Par exemple : Comité sur les systèmes de paiement et de règlement et Banque Mondiale (2006). Mentionnons également le numéro spécial intitulé *The migration-development nexus de International Migration* (2002); ainsi qu'un article qui fait le point des aspects économiques : Adams et Page (2005). Voir également les divers textes de R. Ballard disponibles sur le site du Centre for Applied South Asian Studies, Université de Manchester (<http://www.casas.org.uk/papers/index.html>).

¹³ Voir par exemple le *2004 World survey on the role of women in development : women and international migration*, publié par les Nations unies (2006, 21) : « Selon certaines données, les migrantes envoient à leur famille une part plus importante de leur revenu que les migrants; cela s'explique peut-être par le fait que les hommes et les femmes ne doivent pas répondre aux mêmes attentes pour la préservation des liens familiaux et n'ont pas les mêmes obligations filiales. »

ont ainsi montré que les versements des migrants ne sont pas investis dans des activités productives, mais nourrissent des dépenses ostentatoires, l'acquisition de biens de consommation ou de prestige, de biens immobiliers. Ils ne contribueraient donc guère au développement économique des pays d'origine des migrants. Loin de dynamiser la production et de participer à la création d'emplois, l'argent des migrants contribuerait à l'inflation et marquerait la dépendance face au monde extérieur. Comme ce ne sont pas les plus pauvres qui migrent et qui bénéficient des envois de fonds, ces derniers contribueraient à creuser les inégalités. Certains systèmes informels de transfert seraient même des outils de blanchiment d'argent sale et permettraient aux réseaux terroristes de faire circuler discrètement leurs avoirs¹⁴. Dans cette perspective, l'une des seules conséquences positives de l'argent envoyé par les migrants serait de faciliter la scolarisation des enfants¹⁵.

Le rôle des envois de fonds par les migrants dans les situations de conflit a également été débattu, sans toutefois recevoir une attention comparable¹⁶. L'argent des migrants peut certes contribuer à relancer la vie économique en situation de conflit ou de paix encore fragile¹⁷. Toutefois, il risque toujours d'être capté par des factions combattantes et nourrir ainsi les luttes intestines¹⁸. Dans des situations où l'État est faible, certains leaders ou groupes politiques parviennent à accaparer les ressources et à contrôler les canaux de distribution des marchandises et des services pour ensuite les redistribuer et accroître leur influence politique. Résumons les arguments des uns et des autres dans le tableau 2.

Cette énumération suffit à démontrer que si les transferts financiers et sociaux des migrants offrent un réel potentiel pour le développement des régions d'origine, ils présentent également des dangers. Il serait vain de prendre une position définitive face à cette discordance d'arguments et à la diversité des cas. Mais au-delà des apports et des limites proprement économiques des envois d'argent effectués par les migrants, il faut insister sur leur dimension sociale. C'est par ce biais que des personnes dispersées restent en contact et forment toujours un groupe d'entraide et de solidarité. Il s'agit là d'un aspect essentiel des transferts de fonds : ils contribuent à produire et

¹⁴ Ce reproche est souvent fait au système *hawala*, qui s'est dans le même temps avéré être une très efficace stratégie de survie pour les Afghans (Monsutti 2008b).

¹⁵ Voir par exemple Kearney (1986, 346-347) ou Pérouse de Montclos (2000, 114-115).

¹⁶ Voir Collier (2000) et ses critiques Marchal et Messiant (2002). Ces auteurs s'intéressent toutefois plus au rôle des groupes armés qu'à celui des diasporas.

¹⁷ Voir un rapport publié dans le cadre du Security-Development Nexus Programme de l'International Peace Academy : Weiss Fagen et Bump (2006).

¹⁸ Les Tigres de libération de l'Eelam Tamoul (plus connus sous l'acronyme anglais de LTTE), le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ou l'Armée de libération du Kosovo (UÇK) ont par exemple été soupçonnés de se financer en partie avec l'argent des migrants.

reproduire les relations sociales malgré la séparation. Bien souvent, la dispersion géographique des membres d'une unité domestique et la diversification économique qui en résultent permettent de répartir les risques plus que de maximiser les bénéfices. C'est peut-être à ce niveau que se situe un des rôles les plus cruciaux des envois de fonds.

Tableau 2 : Points positifs et négatifs des envois de fonds pour le développement

Points positifs :

- Stratégie efficace de survie
- Diversification des sources de revenus; la migration comme une forme d'assurance sociale
- Réduction de la pauvreté dans le pays d'origine
- Augmentation du pouvoir d'achat; effets indirects multiplicateurs sur l'économie
- Investissements potentiellement productifs (correspondant à environ 20 % des transferts)
- Création de petites entreprises
- Compensation de la perte de revenu due au conflit
- Développement communautaire par des associations de migrants
- Promotion de l'éducation (parmi les membres des familles des migrants qui sont restés dans le pays d'origine); transfert de connaissances et retour de migrants rapportant les compétences apprises à l'étranger (*brain gain*); impact positif sur la santé, sensibilisation aux soins...
- Promotion de la paix, des droits de l'homme, de la démocratie (transferts sociaux)
- Dimension sociale: cohésion des groupes de solidarité malgré la dispersion; établissement de réseaux transnationaux

Points négatifs :

- Départ de la force vive d'une société, de la main-d'œuvre (particulièrement lourd dans les économies fondées sur l'agriculture)
 - Création d'une culture de la dépendance
 - Investissement dans l'immobilier et dans les biens de consommation; augmentation du coût de la vie (en particulier les loyers)
 - Dimension privée des transferts; faibles retombées communautaires
 - Accroissement des inégalités: les ménages les plus pauvres n'ont pas les moyens d'envoyer l'un de leur membre à l'étranger; élargissement du fossé entre les nantis et les miséreux
 - Exode des personnes formées (*brain drain*) ou non insertion des migrants qui retournent avec de nouvelles compétences acquises à l'étranger (*brain waste*)
 - Contrairement à la théorie de la subsidiarité de la Banque mondiale, les migrants ayant un niveau élevé de formation n'envoient d'ailleurs pas beaucoup d'argent dans leurs pays d'origine
 - Alimentation de la corruption
 - Financement de groupes armés; outils des réseaux terroristes internationaux
 - Blanchiment d'argent lié à des activités criminelles
 - Risque d'encourager ou de lien avec les réseaux de traite humaine (*human trafficking*)
-

Conclusions et perspectives

L'approche transnationale souligne que les migrants tissent des liens multiples au cours de leurs parcours et qu'ils sont bien souvent acteurs à part entière de plusieurs sociétés à la fois. Afin de saisir la complexité des phénomènes, il est nécessaire de décloisonner les catégories de migrants et de reconnaître la non linéarité des itinéraires : les réfugiés peuvent se transformer en entrepreneurs et envoyer de l'argent dans leur lieu d'origine ; parallèlement, des étudiants peuvent faire quelques économies pendant leurs séjours à l'étranger et effectuer des transferts de fonds à leurs familles. Il est indéniable que les migrants et les réfugiés peuvent dès lors jouer un rôle dans le développement économique de leurs pays de départ. Mais la relation entre migrations et développement n'est pas inversement proportionnelle. Les recherches empiriques existantes ont montré que la variété des cas ne se laissait pas réduire facilement ; elles n'ont pas établi de rapport univoque et absolu entre transferts de fonds et réduction de la pauvreté ou entre croissance économique et diminution des flux migratoires. D'ailleurs, les écarts de richesse semblent plus directement décisifs que la pauvreté en tant que telle. La migration n'est pas forcément une fuite désespérée devant la misère ou la violence ; elle découle souvent d'une volonté de diversification géographique, sociale, économique et politique pour dépasser les contraintes locales. La dispersion spatiale des membres d'un groupe domestique constitue ainsi une assurance contre une évolution négative du cadre de vie dans le lieu d'origine.

Dans une telle perspective, toute la palette de cas possibles allant de la migration pleinement volontaire à l'exode de réfugiés fuyant des bombardements est reconnue. La mobilité est souvent une option assumée qui s'insère dans le parcours de vie de gens et contribue à redéfinir les rapports entre générations comme entre genres. Elle peut permettre par exemple à des jeunes hommes de construire leur masculinité et d'affirmer leur statut d'adulte¹⁹. De très nombreuses femmes migrent quant à elles de façon autonome, alors que celles dont le mari est parti peuvent acquérir de nouvelles responsabilités, que ce soit dans la gestion du ménage, les travaux agricoles ou plus généralement les processus de décision qui concernent la famille. La restructuration économique globale aboutit à une nouvelle division internationale du travail. Qu'elles soient migrantes ou non migrantes, les femmes – et les jeunes – ont ainsi la possibilité de contester les anciennes hiérarchies et de conquérir de nouveaux espaces de liberté²⁰.

¹⁹ Voir par exemple Osella et Osella (2000) et Monsutti (2005).

²⁰ Il existe une vaste littérature qui aborde la redéfinition des rapports de genre par la migration. Rappelons par exemple l'ouvrage déjà cité de Ehrenreich et Hochschild (2003).

La migration, hier comme aujourd'hui, est présentée ici comme un élément constitutif des sociétés humaines. L'intérêt contemporain pour les envois de fonds est à ce titre encourageant, car il s'agit par là de reconnaître les apports de la mobilité. Le danger d'une dérive et d'une instrumentalisation politique existe cependant. Les envois de fonds des migrants permettent certes de minimiser les risques et d'augmenter les revenus des ménages qui en bénéficient. Mais cela ne signifie pas qu'ils contribuent de façon déterminante et globale à lutter contre la pauvreté ni à accroître le PNB des pays du Sud. Ils ne peuvent résoudre les problèmes structurels du sous-développement auxquels l'APD est censée s'attaquer. Il faut donc rester circonspect et se méfier de l'optimisme ambiant pour préférer une approche pluraliste de la relation entre migrations et développement.

Références bibliographiques

- Adams, R. H. et J. Page. 2005. Do international migration and remittances reduce poverty in developing countries? *World Development*. 33(10) :1645-1669.
- Banque mondiale. 2012. *Global development finance 2012*. Washington, D.C.: Banque mondiale.
- Baruah, N. 2006. *Remittances to least developed countries (LDCs) : issues, policies, practices and enhancing development impact*. Genève: Organisation internationale pour les migrations.
- Collier, P. 2000. *Economic causes of civil conflict and their implications for policy*. Washington, D.C.: Banque mondiale.
- Comité sur les systèmes de paiement et de règlement et Banque mondiale. 2006. General principles for international remittance services. Bâle: Comité sur les systèmes de paiement et de règlement; Banque mondiale.
- de Haas, H. 2007. *Migration and development : a theoretical perspective*. Oxford: International Migration Institute. Oxford University.
- Ehrenreich, B. et A. R. Hochschild. 2003. *The global woman : nannies, maids and sex workers in the new economy*. New York: Metropolitan Books.
- GCIM (Global Commission on International Migration). 2005. *Migration in an interconnected world: new directions for action*. Genève: Global Commission on International Migration.
- Gosh, B. 2006. Migrants' remittances and development: myth, rhetoric and realities. Genève: OIM et La Haye: The Hague Process on Refugees and Migration.
- International Migration*. 2002. The migration development nexus. XL(5).
- Kapur, D. 2004. *Remittances: the new development mantra? (G-24 Discussion Paper Series N°29)*. New York; Genève: Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
- Kearney, M. 1986. From the invisible hand to visible feet: anthropological studies of migration and development. *Annual Review of Anthropology*. 15: 331-361.
- Liotard, J.-F. 1979. *La condition postmoderne*. Paris: Minuit.
- Marchal, R. et C. Messiant. 2002. De l'avidité des rebelles: l'analyse économique de la guerre civile selon Paul Collier. *Critique internationale*. XVI: 58-69.
- Maimbo, S. M. et D. Ratha (Eds.). 2005. *Remittances: development impact and future prospects*. Washington, D.C.: Banque mondiale.
- Monsutti, A. 2005. La migration comme rite de passage: la construction de la masculinité parmi les jeunes Afghans en Iran. In *Genre, nouvelle division internationale du travail*

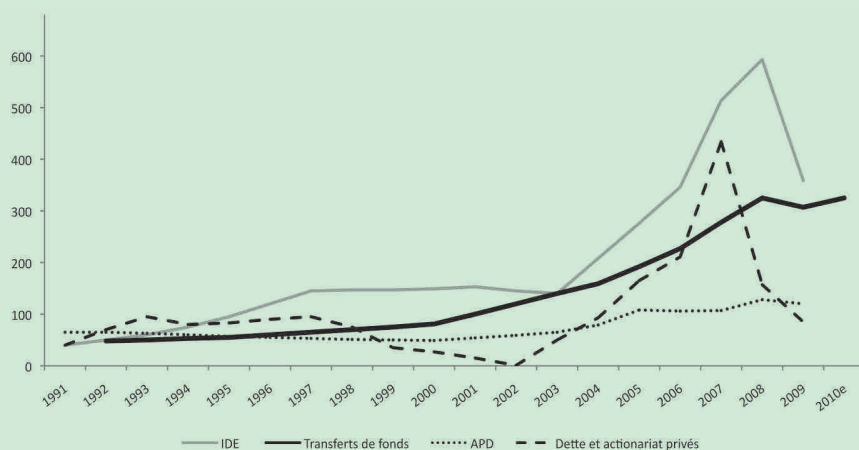
- et migrations. *Cahiers genre et développement*. N° 5. (Eds.) C. Verschuur et F. Reysoo. 79-186. Paris : L'Harmattan.
- . 2008a. Migration et développement : une histoire de brouilles et de retrouvailles. In *Migration et développement, un mariage arrangé. Annuaire suisse de politique de développement (27/2)*. (Dir.) D. Efionayi-Mäder, A. Monsutti, G. Perroulaz, C. Schümperli Younossian. 23-42. Genève : Institut de hautes études internationales et du développement.
- . 2008b. Eclairage – Les transferts de fonds informels des Afghans : une dispersion stratégique. In *Migration et développement, un mariage arrangé. Annuaire suisse de politique de développement (27/2)*. (Dir.) D. Efionayi-Mäder, A. Monsutti, G. Perroulaz, C. Schümperli Younossian. 155-159. Genève : Institut de hautes études internationales et du développement.
- Nations unies. 2006. *2004 World survey on the role of women in development : women and international migration*. Department of Economic and Social Affairs. Division for the Advancement of Women. New York : Nations unies.
- Nyberg-Sørensen, N., N. Van Hear et P. Engberg-Pedersen. 2002a. The migration-development nexus : evidence and policy options – state-of-the-art overview. *International Migration*. XL(5) : 3-47.
- . 2002b. The migration-development nexus : evidence and policy options. *International Migration*. XL(5) : 49-73.
- OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économiques). 2013. *OECD.StatExtracts* Accessible en ligne sur <http://stats.oecd.org/Index.aspx>
- OIM (Organisation internationale pour les migrations). 2006. *Migration for development : within and beyond frontiers*. Genève : OIM.
- Osella, F. et C. Osella. 2000. Migration, money and masculinity in Kerala. *Journal of the Royal Anthropological Institute*. VI : 117-133.
- Pérouse de Montclos, M. A. 2000. Réseaux financiers, diasporas et *hawilad* : le rôle clé de la péninsule arabe entre l'Occident et la Somalie. In *Afrique noire et monde arabe : continuités et ruptures*. (Eds.) E. Grégoire et J. Schmitz. Paris : Aube ; IRD.
- Pessar, P.R. et S. J. Mahler. 2003. Transnational migration : bringing gender in. *International Migration Review*. XXXVII(3) : 812-846.
- Ratha, D. 2003. Workers' remittances : an important and stable source of external development finance. *Global Development Finance 2003* : 157-175. Washington, D.C. : Banque mondiale.
- Reysoo, F. 2004. Féminisation de la migration. In *Femmes en mouvement : genre, migrations et nouvelles division internationale du travail*. (Eds.) F. Reysoo et C. Verschuur. Actes des colloques genre et développement. Berne : Commission suisse pour l'UNESCO ; Berne : Direction du développement et de la coopération ; Genève : Institut universitaire d'études du développement.
- Rist, G. 2007. *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*. 3^e édition. Paris : Presses de Sciences Po.
- Santo Tomas, P. A. 2008. Les migrations, une responsabilité partagée. In *Migration et développement, un mariage arrangé. Annuaire suisse de politique de développement (Vol. 27/2)* : 93-99. (Eds.) D. Efionayi-Mäder, A. Monsutti, G. Perroulaz et C. Schümperli Younossian. Genève : Institut de hautes études internationales et du développement.
- Verschuur, C. 2004. Un regard genré sur les migrations. In *Femmes en mouvement : genre, migrations et nouvelles division internationale du travail*. (Eds.) F. Reysoo et C. Verschuur. Actes des colloques genre et développement. Berne : Commission suisse pour l'UNESCO ; Berne : Direction du développement et de la coopération ; Genève : Institut universitaire d'études du développement.
- Weiss Fagen, P. et M. N. Bump. 2006. *Remittances in conflict and crises : how remittances sustain livelihoods in war, crises, and transitions to peace*. Washington : International Peace Academy.
- Wescott, C. et J. Brinkerhoff. 2006. *Converting migration drains into gains : harnessing the resources of overseas professionals*. Manille : Asian Development Bank.

Les transferts monétaires des migrants comparés aux autres flux de ressources

Banque Mondiale

Les envois de fonds des migrants sont importants et résilients

En milliards de dollars US



Les flux de ressources vers les pays en développement

En milliards de dollars US

	1995	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010e
IDE	95	149	208	276	346	514	593	359	–
Transferts de fonds	55	81	159	192	227	278	325	307	325
APD	57	49	79	108	106	107	128	120	–
Dette et actionnariats privés	83	27	93	165	211	434	157	85	–

Sources : World Development Indicators database et World Bank Migration and Remittances Unit.

Notes : la dette privée inclut la dette à moyen et long terme. IDE : Investissements Directs à l'Étranger. APD : Aide Publique au Développement. – : non disponible.

Envois de fonds dans le monde

En milliards de dollars US

	1995	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010e
Flux entrants	101,3	131,5	237,0	274,9	317,9	385,0	443,2	416,0a	440,1
Pays en développement	55,2	81,3	159,3	192,1	226,7	278,5	324,8	307,1	325,5
Flux sortants	97,5	108,5	168,0	185,3	213,7	255,2	295,7	282,5 ^b	–
Pays en développement	10,4	9,5	28,5	33,0	41,0	52,7	67,3	58,7	–

Note: Ce tableau fait état des envois de fonds officiellement enregistrés. Le volume réel de ces transferts, qui inclut les flux officieux qui ont transité par les réseaux formels ou informels, est supposé plus important. 2010e: estimation pour 2010.

a. 0.7 % du PIB en 2009.

b. 0.5 % du PIB en 2009.

- Les dix principaux pays destinataires des envois de fonds en 2010 (en milliards de dollars US): Inde (55,0), Chine (51,0), Mexique (22,6), Philippines (21,3), France (15,9), Allemagne (11,6), Bangladesh (11,1), Belgique (10,4), Espagne (10,2) et Nigeria (10,0).
- Les dix principaux pays destinataires des envois de fonds en 2009 (en pourcentage du PIB): Tadjikistan (35,1 %), Tonga (27,7 %), Lesotho (24,8 %), Moldavie (23,1 %), Népal (22,9 %), Liban (22,4 %), Samoa (22,3 %), Honduras (19,3 %), Guyane (17,3 %) et Salvador (15,7 %).
- Les dix principaux pays d'origine des envois de fonds les plus importants en 2009 (en milliards de dollars US): États-Unis (48,3), Arabie Saoudite (26,0), Suisse (19,6), Fédération de Russie (18,6), Allemagne (15,9), Italie (13,0), Espagne (12,6), Luxembourg (10,6), Koweït (9,9) et Pays-Bas (8,1).
- Les dix principaux pays d'origine des envois de fonds les plus importants en 2009 (en pourcentage du PIB): Luxembourg (20,1%), Liban (17,0%), Oman (9,9%), Maldives (8,9%), Koweït (8,2%), Bahreïn (6,6%), Arabie Saoudite (6,5%), Guinée-Bissau (5,4%), Guyane (5,2%) et Tonga (4,3%).

Banque mondiale. 2011.

Migration and remittances Factbook 2011. 17, 19.

Washington, D.C.: Banque mondiale.